

Joseph Kabila prêt pour la bataille

Débauchages et recentrage sur le politique pour le nouveau cabinet

Attendu depuis quatorze mois, le nouveau gouvernement congolais a été rendu public à Kinshasa dimanche soir. L'impression qui se dégage de la nouvelle équipe est que le président Kabila veut être prêt pour la bataille qui se prépare pour 2016, qu'il s'agisse des élections ou de l'absence d'élections.

Le technocrate Augustin Matata – plus satisfaisant que ses prédécesseurs pour les opérateurs économiques – est maintenu comme Premier ministre, mais sa marge de manœuvre est réduite par la nomination d'un ministre des Finances, Henri Yav Mulang, portefeuille dont se chargeait jusqu'ici M. Matata.

On est surtout frappé par des nominations très politiques, alors que le gouvernement passe de 2 à 3 vice-Premiers ministres, de 27 à 35 ministres et de 8 à 10 vice-ministres – afin de satisfaire la soif de position de plus de gens.

Faire éclater le MLC

Entrent ainsi au gouvernement des chefs de partis membres de la majorité présidentielle qui se plaignaient depuis longtemps d'être écartés au profit de technocrates; des opposants débauchés; 24 nouveaux pour 13 ministres maintenus (dont trois changent d'attribution), même si une bonne partie de ces "nouveaux" sont en réalité des membres de la majorité présidentielle qui retrouvent un poste. "*Kabila fait comme Mobutu : il fait tourner les gens dans les postes, pour contenter tout le monde*", note un observateur.

Dans les débauchages d'opposants, on note en particulier deux groupes. Celui des nouveaux ministres issus du MLC, le parti de Jean-Pierre Bemba, candidat malheureux à la présidence

en 2006. Emprisonné depuis six ans à La Haye pour sa responsabilité présumée dans des crimes contre l'humanité en Centrafrique, Bemba doit connaître l'issue de son procès dans les semaines qui viennent. Les nominations de trois membres du MLC (Aménagement du Territoire, Industrie, PTT), dont son secrétaire général, Thomas Luhaka, qui devient aussi vice-Premier ministre, pourrait faire éclater le parti à la veille d'une possible libération de Bemba.

L'autre parti qui envoie trois membres au gouvernement est l'UFC de Kengo wa Dondo, président du Sénat, qui obtient le ministère du Budget et les vice-ministères de la Coopération et des Finances. "*Que devra-t-il donner en échange ?*", s'interroge un observateur de la politique kinoise. "*Il n'a pas le poste de Premier ministre qu'il voulait mais on l'amadoue en nommant des gens à lui, notamment son gendre*", Franck Mwe di Malila Apanela, comme vice-ministre de la Coopération.

Le secrétaire général du Palu – parti de l'ex-Premier ministre Gizenga – Willy Makiashi, obtient l'Emploi et un poste de vice-Premier ministre. Le Palu est implanté surtout au Bandundu, ce qui permet de recentrer un peu à l'ouest la majorité présidentielle, mieux implantée à l'est.

"*Les originaires du Katanga* (Ndlr : province d'origine des Kabila, à l'est) *restent toujours très majoritaires* (Ndlr : au moins 11) *dans ce gouvernement, où les ministères importants demeurent aux*

- Le nouveau gouvernement est enfin connu.

- Exit les technocrates... sauf le Premier ministre Augustin Matata.

- La nouvelle équipe est destinée à rallier plus de soutien, à deux ans de la fin du mandat présidentiel.

mains de fidèles du Président", note une de nos sources à Kinshasa.

On remarque également le Kasaien Evariste Boshab – qui avait, le premier, lancé l'idée d'une modification de la Constitution pour maintenir Joseph Kabila à la Présidence après ses deux mandats légaux – nommé à l'Intérieur, soit le poste qui préparera les élections si elles ont lieu (voir ci-contre).

Le cousin de John Numbi

A la Défense, Alexandre Luba, fils du chef des Lubas du Katanga – l'ethnie des Kabila – est remplacé par Aimé Ngoy Mukena, de la même ethnie. Ce dernier, ex-gouverneur du Katanga, est un cousin de John Numbi, proche de Joseph Kabila qui avait, sur pression internationale, été suspendu, puis limogé, de son poste de chef de la police nationale pour son implication présumée dans l'assassinat, en 2010, du défenseur des droits de l'homme Floribert Chebeya et de son chauffeur; il n'a jamais été jugé, au grand dam

des familles des victimes et des ONG de défense des droits de l'homme.

"*Au total, le président Kabila élargit un peu sa majorité mais ce n'est pas le gouvernement de 'cohésion nationale' qu'il avait annoncé il y a quatorze mois*", note un observateur de la vie politique kinoise. "*Ceux qui viennent de la vraie opposition vont probablement être exclus de leur parti*" pour avoir négocié un poste pour leur compte personnel, sans l'aval de leur formation.

Marie-France Cros

L'impression qui se dégage de la nouvelle équipe est que le président Kabila veut être prêt pour la bataille qui se prépare pour 2016, qu'il s'agisse des élections ou de l'absence d'élections.

Le nouveau cabinet

Willy Makiashi (vice-PM)

Budget : Michel Bongongo

Serufuli

Quelques repères**Défense, Anciens combattants :**
Aimé Ngoy Mukena**Economie :** Modeste Bahati**Transports et voies de communication :** Justin Kalumba**Premier ministre** Augustin Matata**Affaires étrangères :** Raymond Tshibanda**Mines :** Martin Kabwelulu**Enseignement supérieur et universitaire :** Théophile Mbemba**Intérieur et Sécurité :** Evariste Boshab (vice-Premier ministre)**Justice :** Alexis Thambwé Mwamba**Agriculture :** Kabwe Mwewu**Tourisme :** Elvis Mutiri wa Bashala**PTT, Nouvelles Technologies :** Thomas Luhaka (vice-PM)**Plan, Révolution de la modernité :** Olivier Kamitatu**Hydrocarbures :** Crispin Atama**Culture et Arts :** Banza Mukalay**Emploi, Prévoyance sociale :****Finances :** Henri Yav Mulang**Santé :** Félix Kabange Numbi**Décentralisation, Affaires coutumières :** Simon Banamuhere**Développement rural :** Eugène

Vers des élections en 2016 ou vers le pourrissement ?

Analyse **Marie-France Cros**

Joseph Kabila est malin. Il va les avoir tous", commente, pour "La Libre Belgique", un ancien mobutiste. Comme Mobutu, il a roulé les principaux hommes politiques dans la farine : combien sont-ils, depuis quatorze mois, à avoir cru qu'ils étaient dans le cercle du pouvoir, avant de s'apercevoir qu'ils ne savaient rien ? Il n'y a personne d'autre que Kabila dans le cercle du pouvoir."

L'annonce du nouveau cabinet, qui confie à un fidèle, Evariste Boshab, le ministère de l'Intérieur, chargé d'organiser les élections, relance les supputations sur ces dernières alors que l'on semblait plutôt se diriger vers un pourrissement de la situation.

Le second mandat présidentiel de Joseph Kabila se termine en décembre 2016. Dès 2013, Evariste Boshab avait évoqué la possibilité de modifier la Constitution pour permettre au chef d'Etat sortant de briguer un troisième mandat. A priori, c'est impossible : l'article 220 de la loi fondamentale interdit de modifier celle-ci sur divers points, dont "le nombre et la durée des mandats du Président".

Des partisans du chef de l'Etat évoquent alors la possibilité d'abroger l'article 220 ou d'adopter une nouvelle Constitution. M. Kabila ne s'est jamais prononcé sur ce sujet. Mais des indiscretions à l'issue de réunions à huis clos de la majorité présidentielle ont permis de savoir que son silence n'était qu'une ruse. Tant et si bien que même

des formations pro-Kabila se sont opposées à l'absence d'alternance au pouvoir qui semblait se dessiner. Ce rejet "dans la famille", joint à celui de l'opposition et de la société civile, s'était révélé si fort que l'on semblait se diriger vers un pourrissement.

Rester en fonction indéfiniment ?

L'article 70 de la Constitution prévoit en effet qu'"à la fin de son mandat, le Président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau Président élu". Or, le pouvoir a pris l'option d'organiser, avant la présidentielle qu'il risquerait fort de perdre, les élections locales, qui n'ont jamais eu lieu, ni lors du cycle électoral de 2006, ni lors de celui, frauduleux, de 2011. Et pour cause : les circonscriptions électorales nécessaires n'existaient pas – et n'existent toujours pas.

Pour rajouter encore un peu de temps à celui que l'organisation des scrutins locaux exigerait, il a été décidé qu'ils devraient être précédés d'un recensement scientifique (plus long que le recensement électoral).

Jusqu'à l'annonce de la nomination d'Evariste Boshab à l'Intérieur.

S'il est vraisemblable que Joseph Kabila, fidèle à ses habitudes, a voulu ainsi maintenir plusieurs possibilités ouvertes, il joue tout de même avec le feu.

Alors qu'il avait, en octobre, envoyé trois observateurs à Ouagadougou voir comment Blaise Compaoré arriverait à imposer le droit pour lui de briguer un nouveau mandat, illégal, les envoyés de

Kinshasa avaient assisté... à la révolution burkinaise. Et nulle part celle-ci n'a été suivie avec autant d'attention qu'au Congo. Sans compter que le Katanga des Kabila est de plus en plus critique à l'égard de son "mauvais fils", qui n'aide pas le développement de la province aux yeux d'un nombre grandissant de ses ressortissants.

La situation, en 2016, pourrait se révéler explosive. Les achats massifs d'armes pour la police et le remodelage de la structure de l'armée, plus à la main du Président, lui garantiront-ils son maintien au pouvoir ?

L'article 70 de la Constitution prévoit qu'"à la fin de son mandat, le Président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau Président élu". Prolongera-t-il indéfiniment son dernier mandat ?